

sous la rubrique de Bytown Coons, il ne saurait rien lire qui soit plus de nature à lui imprégner une forte dose de vérités d'application personnelle en même temps qu'un moment de franche bonne humeur :

..ce meilleur marché qui s'étend au sud de notre pays, séparé de nous généralement par une simple ligne imaginaire sur les 3,000 milles à notre frontière sud, allant de là presque jusqu'à l'Équateur. Voilà votre marché, le seul que vous puissiez espérer posséder, celui que la nature vous a mis en mesure de convoiter. Je vous dis donc très délibérément—

D'après la force de mon expérience et de ma sagesse—Ceci est de moi :

—Je vous dis donc très délibérément que le marché des Etats-Unis est absolument—

Notez la précision :

—est absolument et en tout point plus précieux pour nous que le reste du monde, situés comme nous le sommes, géographiquement.

En 1895, parlant devant la convention libérale de Sarnia, après que le gouvernement conservateur eut réussi dans ses efforts pour bénéficier du marché anglais et au moment où il dirigeait ses efforts pour obtenir l'accès aux marchés de l'Australie et d'ailleurs, mon honorable ami disait :

Nous devons nous trouver un meilleur marché et pour cela nous n'irons pas chercher des faveurs aux antipodes. Le libre-échange avec tout le monde, voilà notre but définitif.

Ils se reposent maintenant.

Mais nous serons heureux de commencer par le commerce libre avec le reste de ce continent ; ce sera un copieux a-compte sur ce qui vous sera donné définitivement.

C'est cela. Une manière de repos des voyageurs à mi-chemin, quelque chose de semblable à ces abris imaginaires que le ministre de l'Intérieur devait faire placer, l'hiver dernier, le long du tracé du chemin de fer de Teslin. Mais prêcher aux incroyants du Canada ne lui suffisait pas. Il désirait auditoire plus considérable et chaire plus élevée. Il se transporta donc en Angleterre et parla en ces termes :

Le commerce avec les Etats-Unis vaudra immanquablement plus pour le Canada qu'il ne le serait avec le reste du monde, les Etats-Unis en étant exclus.

Le présent ministre du Commerce et de l'Industrie ne pensait pas autrement, et cela, non quand il était enfant, ni il y a cinquante ou vingt-cinq ans, mais en 1895 et depuis. Il désirait cet état de choses quand même il eût fallu recourir à la clause de préférence. Je cite :

Quand on nous demande si le parti libéral ne donne pas la préférence aux Etats-Unis contre l'Angleterre en admettant en franchise les produits de l'industrie américaine et en imposant ceux de l'industrie anglaise.

Sa réponse fut :

Certainement, c'est ce que nous faisons.

Le ministre de la Marine et des Pêcheries s'est écrié, ici même :

Un député de la gauche dit que notre politique comporte une préférence au détriment de l'Angleterre.

Quelle politique ? Ce commerce libre avec les Etats-Unis :

Nécessairement c'est ce qui arrivera dans une certaine mesure, mais nous ne pouvons l'empêcher. D'ailleurs c'est notre droit.

Ces paroles sont de mon ultra-loyal ami de l'Île du Prince-Edouard. Il a dit de plus :

J'admets qu'un des aspects de notre projet n'est pas autre que la préférence au détriment de l'Angleterre.

Et le chef du gouvernement déclarait à son tour :

Ce projet comporte que nous offrirons aux Américains ce qui est refusé au reste de l'univers. C'est bien cela et le parti conservateur s'en sert pour nous faire d'amers reproches et nous accuser de déloyauté envers l'Angleterre.

Et celui qui préside à nos séances—grâce à vous qui le remplacez en ce moment, M. l'Orateur-suppléant, il n'aura pas à essuyer mon reproche, mais je compte que vous le lui communiquerez—était tellement assuré que la réciprocité absolue était à portée de main que, en 1893, il écrivait à ses électeurs d'Ontario-ouest une lettre où se lit ceci :

Les événements vont vite. Aussi veux-je apprendre aux cultivateurs d'Ontario-ouest qu'il n'y a aucun doute que nous pouvons par traité obtenir la réciprocité absolue avec les Etats-Unis.

C'était la croyance de tous ces messieurs de l'autre côté en 1895 ; cette croyance les a suivis dans leur passage au pouvoir, elle a été préconisée ici même. Depuis qu'ils sont ministres cette croyance les anime ; c'est elle qui les a poussés vers cette commission internationale qui a siégé durant les derniers six mois à Québec et à Washington. Mon honorable ami nous revient. Or, lui qui, maintes fois, avait déclaré que le seul obstacle à l'obtention d'un pareil traité avec les Etats-Unis était l'absence des libéraux au pouvoir, qui voulaient aller le demander ; lui, qui avait déclaré que son parti irait le demander et nous le rapporterait, eh bien ! il nous revient avec l'étonnante découverte qu'après tout, notre population ne désire pas un traité de réciprocité avec les Etats-Unis, et qu'il a, lui-même, changé d'opinion à ce sujet. Pourquoi a-t-il changé ? Quelle raison terrible et invincible a déraciné en lui cette croyance si ferme et mi-séculaire que la réciprocité avec les Etats-Unis était nécessaire, essentielle même à notre pays ? Quelle puissance irréductible a delogé cette conviction de son cerveau, en quelques courtes semaines, et l'a remplacé par une autre tout à fait différente ? L'emmagasinement à froid a opéré la métamorphose. C'est l'honorable ministre lui-même qui le dit. Cet emmagasinement a exercé une telle influ-